

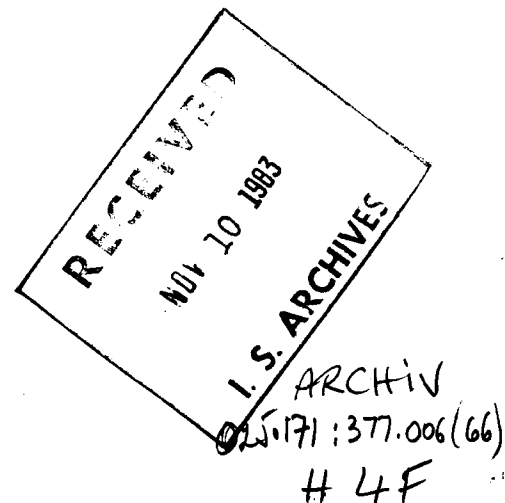
RECOMMANDATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT
D'UN CENTRE DE FORMATION DES RESTAURATEURS DE DOCUMENTS
EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCOPHONE

RAPPORT PRÉPARÉ POUR
LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(CRDI)

par
Klaus B. Hendriks

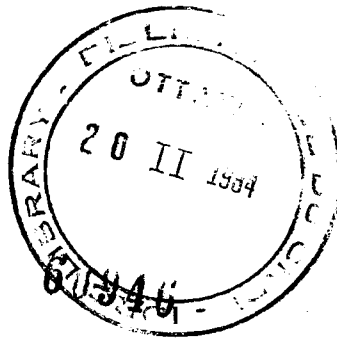
Archives publiques du Canada
OTTAWA, Ontario
K1A 0N3
Juin 1983

c K.B. Hendriks



~~FOR USE BY IDRC STAFF ONLY
A L'USAGE EXCLUSIF DU PERSONNEL
DU CRDI~~

IDRC-LIB-54482



AVANT-PROPOS

Du 5 avril au 7 mai 1983, j'ai effectué une mission parrainée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) dans quatre pays africains, en vue d'examiner les questions suivantes :

- i) Quels sont les besoins de restauration de documents d'archives et de bibliothèque dans ces pays?
- ii) De quelles ressources dispose-t-on pour satisfaire ces besoins?
- iii) Quels sont les écarts entre les besoins et les ressources?

Bien qu'un examen de ce type ne soit pas très éloigné des questions étudiées dans l'excellent rapport Lambert sur la conservation dans les musées canadiens (1), la question fondamentale à l'origine de ma mission était la suivante :

Est-il possible de combler les écarts entre les besoins et les ressources en établissant dans l'un des pays africains visités une école de restaurateurs de documents, qui formerait suffisamment de restaurateurs compétents disposés à préserver l'héritage culturel de leur pays?

J'ai étudié ce problème dans les quatre pays suivants : la République du Niger, la République populaire du Congo, la République de Côte d'Ivoire et la République du Sénégal. Je les ai visités dans cet ordre, qui s'est avéré un bon choix. J'ai eu le bonheur d'être accompagné de M. Saliou Mbaye, directeur des Archives du Sénégal, qui m'a présenté à de nombreux collègues d'archives et de bibliothèques. J'ai terminé mon séjour par une semaine complète à Dakar, au Sénégal. Je me suis ensuite rendu à Paris, pour faire appel aux compétences de collègues des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale, de l'Unesco et d'autres institutions et solliciter leur avis respectifs suite à cette mission.

Partout où j'ai demandé des commentaires et des opinions, on m'a accueilli de façon cordiale et obligeante. Ce voyage fut pour moi une expérience des plus stimulantes et des plus enrichissantes, et j'espère que le présent rapport pourra un jour contribuer à la préservation du patrimoine culturel des pays francophones d'Afrique.

Je désire exprimer mes remerciements à mes supérieurs des Archives publiques du Canada, qui m'ont confié cette mission pour le compte du CRDI : MM. Ken F. Foster, directeur général de la Conservation et des Services techniques; Bernard Weilbrenner, archiviste fédéral adjoint, et Wilfred I. Smith, archiviste fédéral. Le CRDI s'est montré généreux et libéral en même temps que prompt à agir et exigeant dans les préparatifs de cette mission. MM. Ronald Archer et Claude Boivin, membres du personnel du CRDI, ont été particulièrement obligeants. J'aimerais aussi remercier M^{lle} Anne Charron et le personnel de la bibliothèque du CRDI de l'aide qu'ils m'ont apportée avant et après ma mission. M^{me} Rose-Marie Erambert et M. Jean-Paul Joly, en poste pour le CRDI à Dakar, ont toujours été d'un grand secours et de bon conseil chaque fois que j'ai fait appel à eux. Enfin, je désire remercier M. Saliou Mbaye, qui a si

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	(i)
TABLE DES MATIÈRES	(iii)
1. INTRODUCTION	1
2. RESUMÉ	3
3. CONSULTATIONS DANS QUATRE PAYS AFRICAINS, NATURE ET ÉTAT DE LEURS ARCHIVES ET DE LEURS BIBLIOTHÈQUES	
3.1 RÉPUBLIQUE DU NIGER	7
3.1.1. Archives nationales	7
3.1.2. Université de Niamey	8
3.1.2.1. Bibliothèque universitaire	8
3.1.2.2. Institut de recherches sur les sciences humaines	9
3.1.3. Données météorologiques sur Niamey	10
3.2 RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO	14
3.2.1. Service de bibliothèques, d'archives et de documentation	14
3.2.2. Bibliothèque universitaire de l'université Marien Ngouabi	15
3.2.3. Données météorologiques sur Brazzaville	16
3.3. RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE	19
3.3.1. Archives nationales	19
3.3.2. Bibliothèque nationale	20
3.3.3. Bibliothèque universitaire	21
3.3.4. Données météorologiques sur Abidjan	23

3.4. REPUBLIQUE DU SÉNÉGAL	26
3.4.1. Archives du Sénégal	26
3.4.2. Université de Dakar	27
3.4.2.1. Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)	27
3.4.2.2. Bibliothèque universitaire	28
3.4.2.3. École de bibliothécaires, archivistes et de documentalistes de Dakar (EBAD)	29
3.4.3. Données météorologiques sur Dakar	29
4. CONSULTATIONS EN FRANCE	31
5. CONCLUSION	33
BIBLIOGRAPHIES	36
ANNEXE A: NOM ET ADRESSES	39
ANNEXE B: LISTE DES SIGLES	47
ANNEXE C: L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE	49
ANNEXE D: QUELQUES ÉCOLES FRANÇAISES ENSEIGNANT LA RELIURE	50

1. INTRODUCTION

L'idée de créer un atelier de restauration aux Archives du Sénégal a été lancée dès 1974, par le directeur des Archives, M. Saliou Mbaye (A21), qui a présenté à cet effet une demande d'aide aux Archives nationales de France. On a aussi sollicité une aide technique auprès du PNUD en 1975, et auprès de l'Unesco en 1977 et en 1979, mais sans succès immédiat. En 1980, on a intensifié les efforts en vue d'obtenir des crédits pour mettre en place un atelier de restauration aux Archives du Sénégal. En effet, dans un document de 17 pages en date du 2 septembre 1980 (2) et intitulé "Requête des Archives du Sénégal", on proposait la création, avec le concours du CRDI, d'un "cycle de formation en matière de reprographie et restauration du patrimoine écrit". Ce document présentait également une demande d'aide dans d'autres domaines. Pour la formation, le document proposait que deux experts se rendent à Dakar et y séjournent pendant deux ans, que quatre missions de consultation d'un mois soient menées et que deux Sénégalais soient formés pendant un an à l'étranger, puis pendant une autre année à Dakar. Il n'était fait aucune mention de la façon dont ce calendrier de formation pourrait être coordonné pour former des restaurateurs de documents compétents.

Le Comité pour le développement des Archives du Conseil international des archives a étudié le 3 septembre 1981 une demande semblable présentée par le Sénégal au Fonds international pour le développement des archives (3). Le Sénégal y précisait les besoins en matériel et sollicitait une bourse pour permettre à un technicien en restauration de passer trois mois aux Archives nationales de France. La bourse a été accordée, mais les crédits nécessaires pour l'achat du matériel, refusés.

Cette demande des Archives du Sénégal a été présentée au CRDI le 22 septembre 1981 (4). M. John Woolston, directeur de la Division des sciences de l'information du CRDI, a communiqué avec l'archiviste fédéral, M. W.I. Smith, le 23 novembre 1982 (5), pour mettre sur pied la mission décrite dans le présent rapport.

La proposition de créer un centre de formation en restauration des documents n'est pas une sinécure. Non seulement les avis sont-ils partagés sur les aspects techniques et administratifs du projet - les experts doivent-ils se rendre en Afrique ou les Africains aller étudier dans un établissement reconnu en Europe ou en Amérique du Nord? dans quel pays faudrait-il établir ce centre et avec quelle institution faudrait-il l'associer? - mais les restaurateurs professionnels eux-mêmes sont aux prises avec des difficultés concernant l'évolution de leur profession, la façon dont ils se perçoivent et l'image qu'ils projettent. Qui plus est, à ma connaissance, il n'existe en Occident aucun cours officiel, universitaire ou autre, visant à former des restaurateurs d'archives. Bien qu'il existe six programmes universitaires en Amérique du Nord (cinq aux États-Unis et un au Canada, à l'université Queen's) dans lesquels on enseigne la restauration des oeuvres d'art ainsi que des trésors archéologiques ou ethnographiques, les restaurateurs d'archives, tant ici qu'en Europe sont tous d'abord des artisans de la reliure et deviennent ensuite des restaurateurs de livres et de documents. D'ailleurs, le terme "restaurateur de papier" est plutôt ambigu et on devrait l'éviter à tout

prix. Il faudrait plutôt parler de "restaurateur d'estampes et de dessins" pour désigner les professionnels qui conservent et restaurent des oeuvres d'art sur papier (estampes, dessins, aquarelles), tandis que "restaurateur de documents" ou "restaurateur d'archives" désigne les restaurateurs des matériaux qui se trouvent dans les archives et les bibliothèques. De tels matériaux consistent en des feuilles de papier sur lesquelles des mots ont été écrits ou imprimés et comprend, par exemple, des manuscrits, des livres, des journaux et périodiques, des documents dactylographiés et des journaux officiels, mais aussi des cartes et des plans. Le projet dont il est ici question vise la formation de restaurateurs de documents. Puisque nous en sommes à la terminologie du domaine archivistique, précisons que le terme français "conservateur", titre que détiennent certains collègues africains que j'ai visités (voir annexe A), désigne un professionnel responsable d'une collection ("curator", en anglais). En anglais, on utiliserait les termes "archiviste" ou "bibliothécaire", selon le cas. Afin de devenir "conservateur", il faut posséder une licence, à savoir un diplôme universitaire, et avoir étudié un an à l'Ecole nationale supérieure de bibliothéconomie (ENSB) à Lyon, en France. On peut aussi le devenir en terminant à l'EBAD les études de deuxième cycle, ce qui représentent deux autres années d'études après le cours de base de deux ans.

Au cours des nombreuses discussions avec les archivistes et les bibliothécaires africains, il n'était pas très facile de limiter la conversation à la restauration des archives, étant donné le grand nombre de questions, d'échanges, de souvenirs et d'expériences à partager. De plus, il est impossible de discuter de la préservation de matériaux archivistiques sans parler des autres services techniques, tels le microfilmage ou l'entreposage de l'information sur bandes magnétiques. J'ai noté que certaines institutions avaient d'autres priorités que l'installation d'un atelier de restauration. Cette priorité était habituellement le microfilmage. Il n'est donc pas étonnant que la question d'inclure ou non des éléments de micrographie dans la formation de plus d'une année à l'étranger ait été soulevée à maintes reprises dans les discussions. Il est important de signaler que la situation se complique du fait qu'il n'existe nulle part en Amérique du Nord un programme de formation universitaire complet en technologie et application du microfilmage. Cette situation est tout de même surprenante quand on songe à l'importance économique de cette industrie. Diverses associations et institutions donnent des cours dont la durée varie d'une demi-journée à deux semaines, ce qui est bien insuffisant pour acquérir une connaissance et une expérience approfondies dans le domaine. Encore une fois, il faut s'en remettre à des études sous forme de stage dans un grand établissement où les diverses techniques de microfilmage sont appliquées.

Il aurait été tentant de définir une nouvelle profession que l'on aurait pu nommer "technicien en archives" et qui aurait regroupé des professionnels compétents à la fois en restauration des matériaux d'archives et en microfilmage. Le terme est déjà employé souvent par les archivistes et les gestionnaires d'archives, mais rarement par le personnel technique compétent; il a une connotation légèrement péjorative, car il fait un peu penser à quelqu'un qui a reçu une formation sommaire pour exécuter quelques

opérations de routine, sans avoir besoin d'expérience ni même de jugement. Le terme "technicien en archives" ne sera donc pas employé dans le présent rapport.

L'objectif de la mission était clairement défini dans la lettre de M. J. Woolston à M. W.I. Smith (5). Le succès du projet entraînerait la mise sur pied, dans chacun des huit ou neuf pays (ou plus) visés, d'un groupe de restaurateurs de documents bien formés (5). La première étape à franchir consistait donc en une étude de l'aménagement des archives et des bibliothèques nationales de quatre pays africains francophones, afin de déterminer leurs besoins et d'évaluer la possibilité de former un groupe d'Africains, qui pourraient ensuite enseigner la restauration de documents à des étudiants venant d'autres pays francophones. Au cours de mes visites dans les bâtiments où logent les archives et les bibliothèques, j'ai parfois photographié, à l'aide de deux appareils personnels, certains fonds en vue de démontrer leur état.

Dans le chapitre qui suit, je résume mes observations, qui ont l'assentiment de la majorité de mes collègues africains. Vient ensuite une description sommaire des établissements que j'ai visités, leurs fonds et l'état de ces fonds, ainsi que les données météorologiques pertinentes (température et degré d'humidité relative), puisque leur niveau et leurs fluctuations ont une grande influence sur la stabilité des documents archivistiques. Une autre section traite d'autres considérations et des points de désaccord par rapport au scénario de base. L'annexe A, qui contient la liste des noms et adresses de mes principaux interlocuteurs suit la bibliographie. L'annexe B regroupe les abréviations et sigles employés dans le rapport. Les sigles sont épelés sans point entre les lettres. Dans l'annexe C figure une présentation sommaire du système d'éducation primaire et secondaire dans quelques pays d'Afrique francophone, tandis que l'annexe D comprend les noms et adresses de certaines écoles françaises de reliure, la principale spécialité des restaurateurs de documents.

2. RÉSUMÉ

Plus de trente collègues professionnels d'archives et de bibliothèques africaines et françaises ont été consultés, sans compter des cadres de l'Unesco. Si des fonds peuvent être trouvés pour financer le projet et si les Archives publiques du Canada disposent, pour donner un cours, de personnes qui ont les connaissances techniques nécessaires et parlent la langue voulue, alors le scénario exposé dans ses grandes lignes dans les paragraphes suivants serait réalisable. Bien sûr, sa réalisation dépendrait également de l'accueil que les Archives publiques du Canada (APC) réserveraient à une demande de formation venant d'Africains.

Un minimum de trois personnes d'origine africaine, mais idéalement quatre, passeront environ trois ans à la Direction de la conservation et des services techniques des Archives publiques du Canada pour y obtenir une formation approfondie en préservation et en restauration de matériaux d'archives. Bien que le programme exact d'une telle formation demande à

être précisé, il est évident que des exposés magistraux s'allieront à des travaux pratiques lors de stages d'apprentissage. En gros, les sujets traités seront les suivants :

L'histoire du papier
La fabrication du papier
La nature du papier
Les divers types de papier
Les facteurs jouant sur la durée du papier

L'impression des livres
Les encres et leurs propriétés

Prévention et détérioration : conditions d'entreposage
La fumigation

La planification d'un laboratoire de restauration
L'équipement et les installations techniques
Les matériaux employés en restauration

Les techniques de reliure
La construction de boîtes et de bibliothèques
Les diverses techniques de restauration : lavage, blanchissage, désacidification, ré-encollage, reprisage et réparation, etc.
Montage sur passe-partout, montages et vitrines

La nature et les propriétés des documents photographiques
La nature et les propriétés de l'information enregistrée sur bande magnétique

Les propriétés de pièces spéciales des archives : cartes, globes terrestres, médailles, oeuvres d'art sur papier, tableaux, atlas, affiches, plans, journaux, etc.

La période de formation pourra ou non comprendre des cours en technologie de microfilmage. Les installations nécessaires pour une telle formation existent à la Direction de la gestion des documents des Archives publiques du Canada.

Les candidats aux postes de stagiaires posséderont un baccalauréat, un diplôme de l'EBAD et auront au moins deux ans d'expérience en tant qu'archiviste, bibliothécaire ou documentaliste. Des experts canadiens participeront à la sélection des stagiaires. Les candidats seraient déjà fonctionnaires dans leur pays et continueraient à recevoir leurs traitements pendant le programme d'apprentissage aux Archives publiques du Canada. L'État leur assurerait un emploi à leur retour, soit comme professeurs dans une école destinée à former des restaurateurs d'archives ou dans tout autre domaine connexe. Les candidats mariés seront encouragés à amener leur conjoint au Canada.

Après environ trois ans au Canada, les quatre stagiaires passeront six mois à Paris où, par groupe de deux, ils passeront tour à tour trois mois au laboratoire de restauration des Archives nationales de France et trois mois dans les ateliers de restauration de la Bibliothèque nationale.

L'objet de ce séjour en France est de deux ordres :

1. Permettre aux étudiants de se familiariser avec les techniques spécialisées qui ne sont pas appliquées aux Archives publiques du Canada.
2. Permettre aux étudiants de se familiariser avec les divers matériaux employés en France pour la restauration du matériel d'archives et de bibliothèque ainsi qu'avec leurs sources d'approvisionnement. Les quatre pays que j'ai visités commandent la plupart de leurs fournitures archivistiques en France, et il est essentiel que les futurs restaurateurs africains connaissent non seulement la nature des matériaux disponibles mais aussi les modalités quant à leur achat et leur livraison.

Pendant les trois ans et demi que durera la formation des quatre étudiants africains, le pays où l'école sera établie préparera les locaux. L'équipement technique sera choisi, commandé, acheté, expédié en Afrique et installé pendant cette période. Les locaux, de préférence un bâtiment distinct, devront être climatisés et contenir des dispositifs d'enregistrement automatique de la température et de l'humidité relative. D'autres détails techniques pourront être arrêtés à une date ultérieure.

À leur retour en Afrique, les professeurs trouveront des installations prêtes à la mise sur pied d'un programme de formation de restaurateurs d'archives. L'école envisagée comprendra d'abord un personnel de trois ou quatre professeurs, un technicien pour faciliter la préparation technique des cours et pour s'occuper de l'entretien du matériel ainsi qu'une secrétaire. La participation des organismes de financement extérieurs prendrait pour ainsi dire fin à ce moment, puisque la seule aide ultérieure serait possiblement la prestation de conseils techniques lorsque les cours commenceront à se donner.

Une fois que l'école aura commencé à donner des cours, le traitement de son personnel et tous les autres frais de fonctionnement seront à la charge du gouvernement du pays où elle sera établie.

Dans un autre scénario, plus élaboré, la formation des trois ou quatre archivistes africains destinés à donner des cours de restauration des archives commencerait par un cours de deux ans dans une école française (voir annexe D), où ils apprendraient à maîtriser la reliure. Ce cours serait suivi d'une période de formation de 18 à 24 mois à la Direction de la conservation et des services techniques des Archives publiques du Canada. Ce type de formation ressemblerait à celui des restaurateurs de documents européens et nord-américains. Bien que les détails de cette proposition n'aient pas été mis au point, il devrait être assez facile de déterminer les possibilités et les conditions de l'acceptation, par l'une ou l'autre des écoles françaises, d'étudiants africains pour un stage de deux ans.

L'école qui serait créée constituerait un projet national d'envergure régionale. Même si son budget de fonctionnement, y compris les traitements, relevait exclusivement du pays hôte, il est prévu qu'une

vingtaine de pays africains, dont la langue nationale est le français, y enverraient des étudiants. Ainsi, la préservation de l'héritage culturel contenu dans les archives et les bibliothèques de nombreux pays africains profiterait directement de l'existence d'une telle école. Le centre proposé devrait avoir le statut d'"école nationale" afin de pouvoir continuer à recevoir le soutien financier de l'État dans le pays hôte. Cette école serait également le complément de l'EBAD, qui fonctionne avec succès depuis plus de quinze ans et qui comptait plus de 200 étudiants venant de 19 pays en 1981-1982. Le programme de formation des restaurateurs de documents durera deux ans.

Les dépenses afférentes à ce projet ont été regroupées sous quatre grands postes :

1. Les frais de déplacement des candidats et de leur conjoint au Canada, leur séjour au Canada et un voyage annuel dans leur pays d'origine.
2. Les coûts du matériel technique nécessaire pour équiper l'école.
3. Les frais de déplacement des étudiants des pays de l'Afrique francophone vers l'école ainsi que les frais d'inscription aux cours.
4. Les traitements du personnel de l'école de formation.

Bien qu'il soit proposé que les dépenses du poste 3 soient assumées par les pays respectifs, et possiblement par le biais de subventions et de bourses d'organismes internationaux, tels que l'ACI et l'Unesco, tandis que celles du poste 4 relèveraient du pays où l'école sera située, il faudrait trouver des sources extérieures de fonds pour financer toute la période de formation des quatre étudiants envoyés à Ottawa et à Paris ainsi que l'achat du matériel initial dont l'école aura besoin. Au cours des discussions, les collègues africains ont confirmé qu'une indemnité mensuelle de 1 000 \$ par personne suffirait pour payer les frais de logement, de nourriture, de vêtement et de transport local, étant donné que les candidats continueraient de percevoir leur traitement. Pour quatre personnes, ces frais se chiffrent donc à 192 000 \$. Les voyages annuels de six personnes (quatre étudiants et deux conjoints) dans leur pays d'origine, soit 30 voyages à 1 500 \$ chacun, s'élèveraient à 45 000 \$. Le matériel technique destiné à l'école de formation est estimé généreusement à 250 000 \$. Les appareils coûteront 9 600 \$, à raison de 50 \$ par personne par mois (quatre personnes pendant quatre ans). Enfin, des dépenses de 22 500 \$ sont prévues pour les voyages en Afrique des experts canadiens qui iront apporter une assistance technique à l'école de formation pendant les premières phases du programme. L'estimation totale s'élève donc à 519 000 \$. A noter qu'une période de quatre ans a été retenue pour ces calculs estimatifs. Il peut s'avérer nécessaire toutefois de réviser ces estimations en fonction de l'expérience acquise à l'occasion d'autres projets semblables.

3. CONSULTATIONS DANS QUATRE PAYS AFRICAINS, NATURE ET ÉTAT DE LEURS ARCHIVES ET DE LEURS BIBLIOTHÈQUES

3.1. RÉPUBLIQUE DU NIGER

3.1.1. Archives nationales

Les Archives nationales ont été créées en 1913 au sein des archives de l'ancienne Afrique Occidentale Française (AOF), les archives territoriales situées dans la capitale de Niamey. Elles contiennent de nombreux documents et rapports datant du régime colonial français, mais se considèrent aujourd'hui, sous la direction de M. Mahaman E. Sade (Al), comme un important outil de planification et d'administration des projets de l'État. Cette fonction est d'autant plus évidente que les Archives nationales font partie du Secrétariat général du gouvernement. L'accent sur la gestion des documents se retrouve dans d'autres archives nationales de pays africains. Les Archives participent activement à l'administration du pays, mais la collecte de documents historiques joue un rôle secondaire.

Les plus vieux documents qui se trouvent dans les Archives nationales du Niger remontent à 1898. Il s'agit de rapports français sur les expéditions en Afrique française. Le fonds consiste principalement en documents sur papier, manuscrits ou dactylographiés. Il existe aussi quelques milliers de photographies, la plupart en noir et blanc, mais quelques-unes en couleur, environ 250 films et quelques douzaines de bandes magnétiques.

Les Archives nationales comptent une douzaine d'employés et se trouvent dans un immeuble construit en 1974 à cet effet. Le principal client est le gouvernement du Niger pour qui les Archives préparent des rapports, des statistiques et des données. Les usagers doivent remplir un formulaire où ils indiquent leur nom et l'objet de leur demande de sorte qu'il est possible de déterminer exactement l'emploi des archives.

Au cours de ma visite dans la salle d'entreposage des Archives nationales, j'ai pu noter pour la première fois la présence de sable fin, ou de poussière, sur les boîtes et les rayons. Les visiteurs nord-américains ne sont pas du tout habitués à un tel état de chose. Il est impossible de dire jusqu'à quel point la présence de ce sable fin qui s'infiltré dans les immeubles pendant les tempêtes de sable du Sahel peut endommager le matériel d'archives et de bibliothèques. La présence de ce sable fin a été observée dans les collections de tous les pays visités sauf le Congo.

La salle d'entreposage est dotée de sept climatiseurs de type Technibel qui fonctionnent environ 12 heures par jour (de 7 h à 19 h), six jours par semaine. Cette façon de procéder peut amener des fluctuations de température et d'humidité relative. Au moment de l'achat, on a demandé que les climatiseurs règlent une température extérieure présumée

de 45°C à 25°C dans la salle et une humidité extérieure relative présumée de 8 % à 45 %. Comme la température et l'humidité relative ne sont ni mesurées ni enregistrées dans l'entrepôt, il est difficile d'évaluer le rendement des climatiseurs. Les données météorologiques sur la région de Niamey sont présentées un peu plus loin dans le rapport.

Le matériel technique consiste en trois ou quatre photocopieurs, deux massicots et une presse à percussion installés dans une petite pièce. Certains travaux de reliure sont effectués à contrat à raison de quelque 4 000 F CFA le volume. Au Niger, tout comme dans les autres pays africains, j'ai noté qu'il est difficile d'obtenir des services d'entretien et de réparation. Lorsque le matériel tombe en panne, il peut rester hors service pendant longtemps. L'installation de matériel de microfilmage semble constituer la priorité technique immédiate des Archives nationales. Il faudrait prendre soin d'inclure un contrat de service à long terme dans le bon de commande du matériel micrographique. L'installation de ce matériel ne nuirait aucunement au présent projet puisque les résultats pratiques du centre de formation ne se feront pas sentir en Afrique avant cinq à sept ans.

Le directeur des Archives nationales, M. Mahaman E. Sade, a fortement souligné le besoin de restaurateurs d'archives bien formés. Il a indiqué la nécessité de définir clairement les conditions d'admission des candidats qui seront formés pour devenir professeurs de restauration ainsi que leur statut professionnel à leur retour en Afrique. Selon lui, les candidats qui seront recrutés pour étudier à l'étranger devraient déjà être fonctionnaires, diplômés de l'EBAD et assurés d'un emploi à leur retour en Afrique. La période de formation à l'étranger devrait durer de deux à trois ans, mais la micrographie ne doit pas nécessairement faire partie de la formation puisqu'elle alourdirait indûment le programme. M. Sade s'est prononcé en faveur du partage des quelques ressources disponibles et croit donc qu'un atelier de restauration aux Archives nationales pourrait également rendre service à d'autres institutions culturelles de Niamey.

3.1.2. Université de Niamey

3.1.2.1. Bibliothèque universitaire

Il existe huit instituts universitaires, qui possèdent tous leur propre bibliothèque. Nous n'avons cependant visité que la bibliothèque centrale et discuté avec son directeur, M. Mano Couliadiati (A3). Des quelque 2 000 étudiants inscrits à l'université de Niamey, qui a l'autorité d'accorder des diplômes jusqu'au niveau de la maîtrise, environ 1 620 sont inscrits à la Bibliothèque centrale.

La bibliothèque contient approximativement 6 000 ouvrages. Il n'existe pas de collection de livres rares, mais j'ai remarqué des volumes datant de 1855 et 1867 dans l'atelier de reliure. Comme il n'y a pas de librairie universitaire qui, dans les pays francophones, relève généralement du secteur privé (contrairement au système anglophone où la librairie fait partie de l'université, qui la subventionne), la Bibliothèque centrale joue un rôle important. Lorsqu'un ouvrage est très demandé, on tire des photocopies. Ces copies sont gratuites pour l'instant, mais les étudiants devront bientôt déboursier 75 F FCA la page (comparativement à 200 F FCA la page dans la ville de Niamey).

Les salles d'entreposage et les salles d'étude sont munies de petits climatiseurs installés aux fenêtres, mais il n'y a aucun dispositif pour surveiller la température et l'humidité relative. Il n'existe pas non plus de service de microfilm. Un petit atelier de reliure relève de la Bibliothèque centrale. Il compte deux employés formés par un Congolais dans son entreprise de reliure. Le personnel de la bibliothèque décide quels livres doivent aller à l'atelier de reliure.

M. Couliadiati considère la formation de bibliothécaires professionnels comme sa principale priorité. Vu l'augmentation du nombre d'étudiants, il n'y a pas suffisamment de personnel à leur service. L'atelier de restauration vient en deuxième place dans la liste des priorités, suivi des services de microfilm, pour lesquels il est actuellement difficile de trouver de l'espace, les crédits et le personnel compétent. M. Couliadiati n'a pas présenté de recommandations ni de suggestions précises quant au projet actuel.

3.1.2.2. Institut de recherches sur les sciences humaines (IRSH)

Des huit établissements universitaires dont il a été question ci-dessus, six sont des écoles axées principalement sur l'enseignement et deux des instituts de recherches. Il s'agit de l'Institut de recherches sur l'enseignement des mathématiques (IREM, qui deviendra bientôt l'Institut de recherches sur l'enseignement des sciences, IRES) et l'Institut de recherches sur les sciences humaines (IRSH), qui a succédé à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), fondé en 1938 sous le nom d'Institut français d'Afrique noire et qui a reçu son appellation actuelle en 1971-1972.

On compte parmi la vaste gamme d'activités menées par l'IRSH l'étude de la sociologie, de l'histoire, de la linguistique et de l'archéologie ainsi que l'exploitation de deux services techniques. L'un de ces services, la section des données et des publications, produit le périodique "Études

nigériennes" et le bulletin d'information "Mukarasani". Le service audio-visuel documente ses usagers sur la culture et le développement nigérien à l'aide de la tradition orale et de la cinématographie. Il collectionne également les bandes son et les films produits par d'autres et mène un vaste programme de sensibilisation pour élargir l'accès à ces ressources.

Les plans futurs prévoient la mise sur pied d'un atelier de cartographie, d'un centre de reliure et d'un centre de reprographie qui disposera de matériel de microfilmage, d'appareils de reproduction au stencil et de photocopieurs.

Un aspect particulièrement intéressant de la mission a été l'examen de quelque 3 000 manuscrits arabes. Chacun consiste en un paquet de feuilles détachées, c'est-à-dire non reliées, aux coins arrondis et enveloppées dans un morceau de cuir décoré et repoussé. Les colis sont retenus par une lanière de cuir souple. Dans certains cas, les lanières ont été remplacées par des bandes élastiques créant ainsi des points de pression sur les manuscrits. Les feuilles ainsi que l'encre noire et rouge sont en excellent état et témoignent de la belle qualité du papier fabriqué probablement il y a plus de 150 ans. Les seuls dommages visibles ont été causés par les insectes et l'abrasion due à l'usage. Au cours des discussions sur l'emploi futur de ces manuscrits, on a mentionné que les chercheurs n'acceptent pas facilement les copies sur microfilm ou les photocopies. Soucieuses de bien servir les usagers, les institutions acceptent souvent de remettre les originaux. M. Sidikou appuie fortement le projet de centre de formation de restaurateurs de documents en Afrique et convient qu'un atelier de restauration à Niamey, découlant de l'existence du centre de formation, pourrait être utile à toutes les importantes collections d'archives et de bibliothèques du Niger.

3.1.3. Données météorologiques sur Niamey

Les données sur la température et l'humidité relative ont été recueillies dans les quatre capitales africaines afin d'étudier leur effet sur la durée des documents archivistiques. Les collections d'archives qui sont conservées dans des bâtiments non protégés complètement des intempéries ou non climatisés sont exposés aux variations climatiques. Il est connu que les températures élevées et des taux d'humidité relative élevés ont une incidence négative sur la longévité des documents sur papier ainsi que sur les documents photographiques, mais les fluctuations de température et d'humidité relative peuvent aussi être particulièrement néfastes. Comme les données météorologiques sont assez faciles à obtenir (comparativement aux données sur la pollution de l'air ou sur la luminosité dans

les bibliothèques et les archives), elles sont reproduites ci-après pour démontrer les niveaux moyens ainsi que l'écart entre les minimums et les maximums. Les données sur Niamey, au Niger, ont été gracieusement fournies par M. Mohamed Boulama (A4) et ses collègues MM. Jean Dhossou et I. Also.

Le tableau 1 illustre les températures mensuelles absolues et moyennes, en degrés Celsius, sur une période de dix ans, à l'aéroport de Niamey. Le tableau 2 fournit les données correspondantes pour l'humidité relative. Ces données ont été compilées à partir de tableaux plus détaillés indiquant les températures et l'humidité relative mensuelles absolues maximums et minimums pendant chacune des dix années du relevé. Des contraintes d'espace ne permettent pas la reproduction de toutes ces données dans le présent rapport.

TABLEAU 1

**TEMPÉRATURES (°C) MENSUELLES MOYENNES ET ABSOLUES SUR UNE PÉRIODE
DE DIX ANS (1971-1980) À L'AÉROPORT DE NIAMEY, AU NIGER (ALTITUDE APPROX. : 230 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
TEMP. MAX. ABSOL.	39.3	41.0	43.6	45.0	45.2	43.0	39.4	38.5	40.8	41.6	40.5	37.8
TEMP. MIN. ABSOL.	10.2	12.2	13.6	15.2	20.5	17.8	19.1	18.0	19.4	16.6	14.0	10.5
TEMP. MAX. MOY.	32.6	35.8	38.6	40.8	39.6	37.2	33.7	32.7	37.8	37.8	36.0	32.9
TEMP. MIN. MOY.	16.3	18.5	22.7	26.1	27.5	25.5	23.6	23.1	23.6	24.0	19.5	16.7
TEMP. MOYENNE	24.5	27.2	30.7	33.5	33.6	31.4	28.7	27.9	29.2	30.9	27.8	24.8

TABEAU 2

**HUMIDITÉ RELATIVE (H.R. %) MENSUELLE MOYENNE ET ABSOLUE SUR UNE PÉRIODE
DE DIX ANS (1971-1980) À L'AÉROPORT DE NIAMEY, AU NIGER (ALTITUDE APPROX. : 230 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
H.R. MAX. ABSOL.	49	68	99	98	97	98	100	100	100	100	88	72
H.R. MIN. ABSOL.	5	5	4	4	5	12	28	32	21	8	6	7
*H.R. MAX. MOY.	35	31	26	38	83	86	87	95	95	71	45	40
*H.R. MIN. MOY.	11	11	12	10	14	28	37	44	31	21	18	16

* Sur une période de cinq ans (1974-1978)

3.2 RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

3.2.1. Service de bibliothèques, d'archives et de documentation

Ce service, situé dans la capitale de Brazzaville et dirigé par M. Jean-Pierre Bitoumbou (A5), comprend la Bibliothèque nationale, les Archives nationales et le Service de documentation, une base de données bibliographiques qui fournit des renseignements sur des sujets spéciaux ou d'actualité. La Bibliothèque nationale, dirigée par M. Antoine Moulié (A7), possède environ 8 000 volumes dans son bâtiment central, mais un total de 35 000 volumes dans ses cinq centres. Son fonds, tout comme celui des Archives nationales et du Centre de documentation, consiste principalement en documents sur papier. Aucune des trois collections ne se trouve dans un endroit climatisé, et la température ainsi que l'humidité relative ne sont ni mesurées périodiquement ni enregistrées. Le Service n'offre pas de services de photocopie à ses usagers, qui peuvent recourir à des photocopieurs commerciaux, à raison de 100 F FCA la page. Il y a cependant un photocopieur pour le personnel. Certains travaux de reliure sont effectués à contrat, avec succès semble-t-il, mais il n'existe pas d'installations internes de restauration. L'Unesco apporte depuis 1979 un soutien technique, sous forme de matériel de micrographie comprenant des lecteurs et des lecteurs-reproducteurs. Les ministères sont les principaux usagers du Service, suivis des particuliers. D'après M. Bitoumbou, les priorités concernant le personnel sont un poste pour la micrographie et un autre pour la reliure et la restauration.

Les Archives nationales comptent une dizaine d'employés. Elles possèdent de nombreux documents gouvernementaux bien organisés, mais aussi des livres, des périodiques et des brochures, dont un grand nombre ont souffert de la négligence des usagers et des dommages causés par les insectes. Le chef des Archives nationales, M. Edouard Nzino (A6), a indiqué que sa principale priorité était la création d'un atelier de restauration. Il a souligné fortement le besoin de services de restauration dans le Rapport annuel des Archives nationales de 1982 (6). Étant donné que le chef du centre de documentation, M. Joseph Mabika (A8), était absent au moment de ma visite, M. Romain Pindou nous a présenté les installations (A9). Les renseignements sur les sujets d'actualité sont recueillis ou échangés puis indexés et catalogués avant d'être mis à la disposition des usagers. Comme dans tous les autres bâtiments où se trouvent les autres services, les portes et les fenêtres sont ouvertes pendant le jour donnant ainsi libre accès aux insectes et aux conditions atmosphériques.

3.2.2. Bibliothèque universitaire de l'université Marien Ngouabi
(ex-université de Brazzaville)

Des discussions très animées se sont déroulées avec M. Bruno Wambi, restaurateur de la bibliothèque (A10) et M. François Wellot-Samba (A11), directeur de la bibliothèque universitaire. Cette bibliothèque d'environ 100 000 livres contient quelque 45 000 volumes dans sa collection centrale, dont une collection de livres rares. Environ 10 500 étudiants la fréquente. Elle se trouve dans un bâtiment d'une quarantaine d'années qui a déjà servi de bureaux militaires français, de laboratoire de santé publique et de collège. Les salles d'entreposage du fonds sont munies de climatiseurs qui ramènent la température ambiante à des niveaux raisonnables. Toutefois, la température et l'humidité relative ne sont pas enregistrées. Le fonds comprend l'éventail normal des documents que l'on trouve généralement en bibliothèque. Les principaux problèmes de conservation cités sont le soleil, la chaleur, l'humidité relative et les dommages mécaniques, tels que des dos de livres endommagés par une mauvaise manipulation.

Il n'y a pas de services de microfilm, et la direction semble hésiter à vouloir les implanter. Il existe un atelier de reliure (que nous avons visité), qui occupe trois employés dont deux ont été formés à l'École des beaux-arts de Brazzaville, où l'on enseigne la reliure. Les livres sont actuellement cousus à la main, mais on attend sous peu une couseuse électrique.

L'atelier de reliure pourrait constituer le noyau d'un laboratoire complet de restauration. Les priorités des Services techniques de la Bibliothèque universitaire, selon MM. Wambi et Wellot-Samba, sont d'abord les services de reliure et de restauration, ensuite les services informatiques et enfin les services de micrographie. Les deux interlocuteurs ont déclaré catégoriquement que l'atelier de restauration est un besoin réel et que, de fait, un tel service est indispensable. Ils trouvent tous les deux qu'il est tout à fait possible de partager ce service avec les Archives nationales.

Nous avons appris, au cours des discussions sur le projet de création d'un centre de formation de restaurateurs de documents dans un pays d'Afrique occidentale qu'une demande a été présentée en 1975 en vue d'envoyer un stagiaire en France pour y étudier la reliure et la restauration. En 1982, un employé (F. Koubemba-Nzaba) a été envoyé à la Bibliothèque municipale de Toulouse à cette fin. Ce cas illustre la difficulté de placer des Africains dans des ateliers de restauration pour y être formés. MM. Wellot-Samba et Wambi sont entièrement d'accord avec l'idée de mettre sur pied une école de formation de restaurateurs

d'archives et sont fermement convaincus que cette école réglerait leurs problèmes de restauration. Selon eux, les candidats africains devraient avoir un baccalauréat, un diplôme de l'EBAD et devraient séjourner au moins deux ans au Canada. L'école de formation proposée pourrait être une "école nationale" (comme l'EBAD), ce qui lui donnerait un statut spécial et placerait ses diplômés dans une position semblable à celle des conservateurs (curators). Le centre de formation proposé pourrait être rattaché aux Archives nationales d'un pays francophone de l'Afrique occidentale, rattaché à l'EBAD à Dakar ou tout à fait indépendant. La grande priorité de l'heure est le projet de construction d'un nouveau bâtiment pour loger la bibliothèque. Bien que les détails concernant les coûts, le financement, qui pourrait être partagé entre le Congo et des sources étrangères, et les plans ne soient pas arrêtés, l'immeuble pourrait être prêt en 1986. Cette date coïnciderait bien avec le début des cours au centre de formation proposé. En effet, les pièces restaurées appartenant à la bibliothèque universitaire pourraient ainsi retourner dans des salles d'entreposage où l'atmosphère serait entièrement contrôlée.

3.2.3. Données météorologiques sur Brazzaville

Le tableau 3 donne les températures mensuelles absolues et moyennes, en degrés Celsius, et le tableau 4, les données correspondantes pour l'humidité relative. Les données ont été recueillies à l'aéroport Maya Maya de Brazzaville. L'observateur attentif remarquera les taux moyens exceptionnellement élevés d'humidité relative, surtout par rapport aux données correspondantes à Niamey, au Niger (voir section 3.1.3.). Ces données ont été fournies par M. Gabriel Mankedi (A12).

TABLEAU 3

**TEMPÉRATURES (°C) MENSUELLES MOYENNES ET ABSOLUES SUR UNE PÉRIODE
DE DIX ANS (1971-1980) À BRAZZAVILLE/MAYA MAYA, CONGO (ALTITUDE: 313 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
TEMP. MAX. ABSOL.	33.8	34.4	34.7	34.0	33.8	31.6	31.2	33.1	34.6	34.5	33.7	33.3
TEMP. MIN. ABSOL.	19.0	19.4	19.2	19.7	19.4	15.6	13.9	20.7	17.6	19.0	19.2	19.3
TEMP. MAX. MOY.	30.6	31.4	31.8	31.7	30.9	28.3	27.1	28.5	30.9	30.9	30.4	29.9
TEMP. MIN. MOY.	21.1	21.4	21.5	21.6	21.6	18.9	17.5	18.5	20.6	21.4	21.2	21.2
TEMP. MOYENNE	25.9	26.4	26.7	26.7	26.2	23.6	22.3	23.5	25.8	26.2	25.8	25.6

TABLEAU 4

**HUMIDITÉ RELATIVE (H.R. %) MENSUELLE MOYENNE ET ABSOLUE SUR UNE PÉRIODE
DE VINGT-DEUX ANS (1961-1982) À BRAZZAVILLE/MAYA MAYA, CONGO (ALTITUDE: 313 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.
H.R. MAX. ABSOL.	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
H.R. MIN. ABSOL.	33	30	19	31	27	14	24	24	28	21	28	30
*H.R. MAX. MOY.	97	96	96	96	96	96	95	90	90	94	96	97
*H.R. MIN. MOY.	56	53	51	53	56	57	56	52	48	51	55	57
**AVERAGE R.H.	82	80	80	81	81	82	78	72	69	75	81	83

* Sur une période de 17 ans (1966-1982)

** Sur une période de 10 ans (1971-1980)

3.3. RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

3.3.1. Archives nationales

Le rôle et la fonction des Archives nationales de la Côte d'Ivoire dans la capitale Abidjan qui relèvent du ministère de l'Intérieur, a été fort bien décrit dans un récent article (7) publié par le directeur des Archives, M. Dominique Tchirffo (A13). Fondées en 1913, les Archives sont devenues les Archives nationales en 1957 et comptent maintenant 36 employés. En juillet 1981, le gouvernement ivoirien a décidé officiellement de construire un nouveau bâtiment pour abriter les Archives. La construction proprement dite pourrait être retardée, puisque le gouvernement a également décidé, quelques semaines à peine avant mon séjour à Abidjan, de se déplacer d'Abidjan à Yamoussoukro, dans l'intérieur. L'immeuble actuel, qui n'est pas climatisé et où la température et l'humidité relative ne sont ni mesurées ni enregistrées, contient un grand nombre de documents gouvernementaux bien organisés. Tout comme à Niamey, une épaisse couche de poussière ou de sable fin s'est déposée sur les rayons et les boîtes de manuscrits. Le fonds se compose principalement de documents sur papier, dont 1 300 livres puisque les films et les archives photographiques ont toujours été rassemblés par le ministère de l'Information qui garde aussi les bobines de microfilms produits aux Archives nationales. Il existe peut-être quelques centaines de cartes géographiques aux Archives nationales, mais aucun tableau. Les bandes sonores sont rassemblées par le Groupe de recherche sur la tradition orale (GRT0), tandis que les bandes vidéo sont gardées par la télévision d'État.

Les services techniques des Archives nationales consistent en un laboratoire de microfilm, un atelier de restauration et des services informatiques. Il y a des caméras cinétiques, un photocopieur-duplicateur et une machine à développer. Ce dernier appareil ne fonctionne pas actuellement parce qu'il est impossible de le faire réparer. Les services informatiques internes produisent le journal officiel "La Gazette". Un technicien s'occupe du microfilmage et de la restauration. L'atelier de restauration a été créé en 1974 au cours d'une mission de l'Unesco menée par M^{me} Monique Thibault des Archives nationales de France à Aix-en-Provence. M^{me} Thibault a aussi enseigné les techniques de restauration à quatre employés des Archives nationales de Côte d'Ivoire avec de bons résultats, semble-t-il. Trois de ces employés ont cependant quitté les Archives depuis. Un Ivoirien, M. Justin Zigo Dasso, a fait un stage de six mois à Paris dans les laboratoires de restauration des Archives nationales de France et il a dix années d'expérience aux services techniques des Archives.

Grâce à ce type de compétences, M. Tchrippo a pu largement stimulé les discussions sur la proposition d'établir un centre de formation de restaurateurs d'archives en Afrique occidentale. C'est avec lui que les nombreuses options qui avaient été mentionnées ont été écartées pour ne retenir que quelques solutions de base en vue de proposition définitive. M. Tchrippo a lui aussi souligné la nécessité de définir clairement le statut des étudiants par rapport à la fonction publique. Il a recommandé que ces étudiants soient recrutés parmi les archivistes et soient considérés comme tels, c'est-à-dire que le niveau d'admission soit un baccalauréat plus deux années d'études universitaires. Après une sélection sérieuse, les candidats retenus devraient étudier au moins trois ans au Canada selon M. Tchrippo. Une année serait consacrée à l'étude des éléments de chimie, de biologie, de physique et à l'étude de la nature des matériaux, tandis que durant les deux autres années ils se spécialiseraient dans la restauration de documents. Six mois seraient ensuite passés dans une autre institution, pour une durée totale de trois ans et demi.

Les candidats devraient aussi savoir précisément ce qu'on attend d'eux à leur retour en Afrique occidentale et être assurés d'un emploi permanent dans le domaine de leurs études. M. Zigo Dasso, collègue de M. Tchrippo, a également fait ressortir les nombreuses difficultés auxquelles des Archives nationales font face lorsqu'elles commandent en France des fournitures destinées aux services techniques. Les expéditions peuvent mettre un temps énorme à arriver mais, pire encore, il faut souvent commander des quantités minimums qui dépassent la plupart des budgets pouvant être consacrés à ces postes ainsi que les besoins réels. La possibilité que plusieurs pays d'Afrique occidentale regroupent leurs commandes de fournitures de restauration a été proposée comme solution éventuelle à ce problème.

3.3.2. Bibliothèque nationale

Le bâtiment qui loge la Bibliothèque nationale à Abidjan a été construit par l'ACDI à la fin des années 70. Sous la direction de M. Seydou Gueye, il renferme environ 90 000 volumes (dont 3 000 dans la collection des livres rares), quelques centaines de cartes géographiques, une collection complète de tous les timbres-poste émis au pays, quelques centaines de bobines de microfilm, de nombreuses diapositives en couleur sur les régions et les événements culturels de la Côte d'Ivoire, une cinquantaine de films et quelques bandes son. Il n'y a pas de films vidéo. Tous les fonds sont conservés dans les mêmes conditions, qui sont inconnues, puisqu'aucun instrument de mesure et d'enregistrement de la température et de l'humidité relative n'a été installé au moment où l'immeuble a été construit.

Il n'y a pas de service de microfilm à la Bibliothèque nationale, mais leur mise en place est la principale priorité de M. Gueye. Vient ensuite l'expansion de l'atelier actuel de reliure, qui occupe déjà dix personnes. Les relieurs ont appris leur métier ou dans une école spécialisée (école régionale d'Abidjan à Treichville) ou à l'Imprimerie nationale. Comme quelqu'un d'autre avait aussi mentionné l'école de Treichville, je me suis efforcé de la trouver et d'obtenir plus de renseignements sur son cours de reliure.

À propos du centre de formation de restaurateurs de documents, M. Gueye a proposé comme condition d'admission d'être titulaire d'un baccalauréat, mais a ajouté qu'une licence serait souhaitable. La durée des études au Canada devrait être de deux ans, à six mois près, selon les diplômes des candidats. Le traitement des candidats devrait aussi être établi en fonction de la formation. Ainsi, un candidat qui posséderait une licence et deux années d'études supérieures devrait être payé comme un archiviste ou un bibliothécaire.

L'accord a été unanime quant à la répartition des coûts de l'école proposée. Il faudrait trouver des sources de fonds extérieures pour couvrir les frais de formation de trois ou quatre Africains qui viendraient au Canada en vue de devenir professeurs ainsi que les frais du matériel technique nécessaire au lancement de l'école. Le gouvernement du pays hôte emploiera les professeurs qui seront tous des citoyens de ce pays à titre de fonctionnaires et paiera leurs traitements ainsi que tous les autres frais de fonctionnement du centre de formation. Les étudiants des pays africains francophones qui voudront s'inscrire au cours de deux ans en restauration de documents devront recevoir l'appui financier de leur pays ou encore des subventions ou des bourses d'organismes culturels internationaux. M. Gueye pense que la micrographie devrait faire partie de la formation des professeurs et ensuite du programme de formation du centre.

3.3.3. Bibliothèque universitaire

La bibliothèque centrale de l'Université nationale de Côte d'Ivoire contient environ 69 000 volumes, alors que l'ensemble des bibliothèques de l'université renferment 125 000 livres. Nous avons discuté du projet de création d'un centre de formation avec la directrice de la bibliothèque centrale, M^{me} Françoise N'Goran (A15), son adjoint, M. Gustave Zoro Trome, et un conseiller technique spécial, M. Bernard Césari (A16).

M^{me} N'Goran a déclaré que cette proposition constitue une initiative utile. Il n'existe pas de services de

micrographie à la bibliothèque et l'atelier de reliure (que nous avons visité) est toujours débordé de travail et devrait être agrandi à en croire le personnel qui y travaille. Cet atelier occupe trois personnes, deux ayant été formées à Treichville et la troisième chez un particulier. M^{me} N'Goran a proposé, dans des remarques détaillées sur l'école proposée de restauration des documents que les conditions d'admission soient un baccalauréat plus un diplôme d'enseignement ou un diplôme de l'EBAD ce qui correspond assez bien aux recommandations déjà formulées par d'autres. La période de formation au Canada ne devrait pas dépasser trois ans, selon M^{me} N'Goran, et le cours de restauration en Afrique devrait s'échelonner sur deux ans. Le programme devrait comprendre les techniques de microfilmage, proposition qui a été formulée plus souvent par les bibliothécaires que les archivistes.

Les Africains envoyés en formation au Canada devraient déjà être des fonctionnaires et devraient également continuer à recevoir leurs traitements. Si M^{me} N'Goran pouvait disposer de quatre autres années-personnes, elle engagerait d'abord deux restaurateurs de documents et ensuite deux techniciens en microfilmage. Si elle ne recevait que deux années-personnes, sa priorité resterait la même, et les nouveaux employés seraient affectés à l'agrandissement de l'atelier de restauration. Ce choix est facilité par le fait qu'il existe des services commerciaux de microfilm à Abidjan. Il est intéressant de souligner que l'un des projets de M. Césari consiste à établir à l'université d'Abidjan un cours de deux ans destiné à former des archivistes et des bibliothécaires, cours qui ressemblerait à celui de l'EBAD à l'université de Dakar.

Lors de ma dernière journée complète à Abidjan, j'ai réussi à trouver, après deux tentatives infructueuses, l'école régionale de Treichville. Le cours de reliure est suivi par des élèves qui ont une sixième année, c'est-à-dire un diplôme de premier cycle. Ils sont âgés de 13 à 14 ans. Le cours de reliure dure deux ans suivi d'un stage d'une année, habituellement à l'Imprimerie nationale. Ce cours est donné depuis 1957 par M. Souleymane Keita (A17) et est sanctionné par une attestation écrite. Beaucoup d'élèves qui l'ont suivi se sont trouvé du travail dans des bibliothèques et des imprimeries. Afin d'en évaluer l'avenir et d'en déterminer le rattachement possible au projet actuel, j'ai rendu visite à M. Pierre Gautier (A18), directeur régional de l'éducation à Abidjan. M. Gautier m'a recommandé de communiquer avec M^{me} Rosette Allé (A19), qui m'a déclaré que le cours de M. Keita était purement pratique, qu'il ne contenait aucun élément théorique ni historique et n'avait aucun statut officiel. Le certificat est un diplôme "local", non "officiel". Bien qu'il y ait de

nombreuses bonnes raisons de continuer de donner ce cours, il sera impossible de le rattacher de quelque façon que ce soit au projet actuel.

3.3.4. Données météorologiques sur Abidjan

Le tableau 5 donne les températures moyennes et absolues à Abidjan sur une période de 15 ans. Le tableau 6 indique les données correspondantes pour l'humidité relative. Bien que l'humidité relative moyenne ne descende jamais sous 82 %, les fluctuations vont de 10 à 100 %, conditions défavorables à la durée des archives. Les données sont tirées de statistiques officielles (8) obtenues par l'entremise de M. A.S. Cissoko (A20).

TABEAU 5

**TEMPÉRATURES (°C) MENSUELLES MOYENNES ET ABSOLUES SUR UNE PÉRIODE
DE QUINZE ANS (1961-1975) À ABIDJAN/PORT-BOUET, CÔTE D'IVOIRE (ALTITUDE: 4,7 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	ANNÉE
TEMP. MAX. ABSOL.	33.3	34.0	33.5	33.6	33.8	31.2	30.0	29.5	31.0	31.0	33.2	31.8	34.0
TEMP. MIN. ABSOL.	16.0	16.0	19.5	19.8	19.4	19.8	19.6	18.0	18.4	19.8	20.0	18.5	16.0
TEMP. MAX. MOY.	30.1	30.6	30.6	30.7	30.3	28.6	27.4	26.7	27.1	28.4	29.8	29.8	29.2
TEMP. MIN. MOY.	23.2	24.3	24.6	24.3	23.9	23.3	23.0	22.1	22.2	23.3	24.0	23.7	23.5
TEMP. MOYENNE	26.7	27.4	27.6	27.5	27.1	25.9	25.3	24.5	24.6	25.9	26.9	27.9	26.4

TABEAU 6

**HUMIDITÉ RELATIVE (H.R. %) MENSUELLE MOYENNE ET ABSOLUE SUR UNE PÉRIODE
DE QUINZE ANS (1961-1975) À ABIDJAN/PORT-BOUET, CÔTE D'IVOIRE (ALTITUDE: 4,7 m)**

	JAN.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	ANNÉE
ABSOL. MAX. R.H.	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ABSOL. MIN. R.H.	10	22	47	46	49	61	60	64	63	62	37	20	10
AVER. MAX. R.H.	97	96	95	95	95	96	94	97	98	95	96	96	96
AVER. MIN. R.H.	66	69	69	70	70	74	76	77	76	75	71	70	72
AVERAGE R.H.	82	83	82	83	83	85	85	87	87	86	83	83	84

3.4. RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

3.4.1. Archives du Sénégal

Dakar, la capitale du Sénégal, était ma première destination en Afrique occidentale. Après m'être familiarisé brièvement avec les bureaux et le personnel du CRDI et après une courte visite aux Archives du Sénégal, j'ai quitté la ville en compagnie du directeur des Archives, M. Saliou Mbaye, en direction de Niamey. Les séjours dans les trois pays que je viens de décrire ont été suivis d'une semaine complète à Dakar.

Dans l'intervalle, j'ai eu amplement l'occasion de discuter de la proposition actuelle avec M. Mbaye, qui a assisté à la plupart des rencontres évoquées dans les pages précédentes. Je dois lui rendre crédit pour les nombreuses idées et suggestions qu'il a apportées à nos discussions.

L'importance des Archives du Sénégal pour tous les pays francophones de l'Afrique occidentale est bien connue. Bien que les archives de l'ancienne Afrique équatoriale française (AEF), qui comprenait les pays qui sont actuellement : la République centrafricaine, le Tchad, le Gabon et l'ancien Congo belge, aient été expédiées à Aix-en-Provence où elles sont gardées au Dépôt des archives d'outre-mer des Archives nationales de France, le fonds des anciens territoires de l'ex-Afrique occidentale française est en grande majorité à Dakar, où se trouvait l'administration centrale des colonies françaises et le siège du gouverneur général de l'AOF.

Comme M. Mbaye l'a souligné dans sa demande d'appui aux Archives du Sénégal (2), les Archives découlent de l'ancien service des archives de l'AOF créé en 1913. De nos jours, elles se divisent en trois grands éléments : le fonds de l'ancien Sénégal (1816-1958), le fonds de l'ex-AOF (1895-1959) et les documents du Sénégal moderne depuis 1958. À lui seul, le volume de ces documents est impressionnant puisqu'il dépasse de loin celui des autres archives nationales visitées. Une bibliothèque de 21 000 volumes et un service de documentation font également partie des Archives du Sénégal et publient la Bibliographie du Sénégal.

Le fonds des Archives du Sénégal consiste principalement en documents sur papier. Il y a quelques centaines de bobines de microfilm, qui ont été réalisées sur place. Il n'existe pas de films et à peine quelques centaines de photographies, aucune ne remontant au XIX^e siècle.

Il y a une vaste collection de cartes postales à support argentique. Ni la température, ni l'humidité relative ne

sont mesurées ni enregistrées dans les salles d'entreposage. On a tenté d'acheter des hygrothermographes, mais ils ne semblent pas en vente au Sénégal.

Sur plus de cinquante personnes qui composent le personnel des Archives, deux travaillent à plein temps aux services de microfilm. Une troisième était en stage en France au moment de ma visite. Des deux relieurs, l'un, M. Ibrahim Zal, était également en séjour d'études en France, tandis que l'autre était en formation à l'Imprimerie nationale. Il n'existe pas d'atelier de restauration autre que les installations sommaires de reliure.

M. Mbaye prône depuis longtemps l'établissement d'un service compétent de restauration aux Archives du Sénégal. Après tout, c'est lui l'instigateur du projet actuel. Dans mes discussions avec lui, pendant nos déplacements et à Dakar, il a formulé les idées suivantes à propos du projet :

Les candidats retenus pour une longue période d'étude au Canada devraient être diplômés de l'EBAD et avoir une certaine expérience comme archivistes. Ils devraient démontrer un intérêt pour la préservation et la restauration des documents d'archives ainsi que de l'enthousiasme et le désir de contribuer à leur restauration. M. Mbaye pense qu'un séjour de deux ans au Canada suffirait et que les techniques de micrographie devraient figurer au programme. Il recommande également que les futurs professeurs fassent un stage de trois à six mois en France. En plus de recueillir la documentation pertinente en français, les étudiants pourraient mener, avec les fournisseurs de matériel et d'équipement de restauration, des négociations au sujet des pièces de rechange et des contrats de service après vente. La formation ultérieure des Africains au centre de formation proposé devrait durer d'un à deux ans. Le niveau d'admission à l'école serait, soit le baccalauréat (voir annexe C), soit, pour ceux qui travailleraient déjà dans le domaine, le DFEM et cinq ans d'expérience en reliure.

3.4.2. Université de Dakar

3.4.2.1. Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)

L'Institut fondamental d'Afrique noire est l'un des trois instituts de l'université de Dakar que j'ai visités. Son directeur, M. Amar Samb (A22), décrit la bibliothèque de l'IFAN comme la plus imposante pour ce qui est des langues d'Afrique noire représentées. Cette bibliothèque contient 70 000 volumes et des centaines de manuscrits arabes traitant d'histoire, de médecine et de religion. L'IFAN se préoccupe surtout du développement du pays ainsi que de la recherche et de l'enseignement au Sénégal. Les chercheurs consultent toujours les livres et les manuscrits

originaux. La bibliothèque possède également environ 60 000 photographies en noir et blanc, soit des négatifs de 9 cm sur 12 cm et de 6 cm sur 6 cm ainsi que les photographies correspondantes en format plus ou moins équivalent à 8 cm sur 11 1/2 cm (3 3/8 pouces sur 4 1/2 pouces). Les photos sont montées sur des cartons et gardées verticalement dans des tiroirs de classeurs en métal.

M. Samb a prêté une oreille attentive au projet et a mentionné que ses deux principales priorités étaient le microfilmage et les publications. Il y a au moins une caméra cinétique à l'IFAN, mais il a été impossible de déterminer jusqu'à quel point on s'en sert. Par ailleurs, l'IFAN a grand besoin de publier les résultats de ses recherches et les fonds destinés à cette fin ne suffisent pas. L'université de Dakar ne possédant pas ses propres presses, les publications sont imprimées en France. Une brochure publiée par l'université de Dakar et intitulée Note d'information sur l'IFAN fait mention d'un atelier de reliure mais je n'ai pas vu cet atelier.

3.4.2.2. Bibliothèque universitaire

L'université de Dakar existe depuis 1956 et sa bibliothèque centrale, depuis 1965. La bibliothèque possède environ 300 000 volumes, quelques microfilms, environ un millier de microfiches et deux lecteurs de microfilm. Les étudiants paient environ 50 F FCA la photocopie. Comme l'a expliqué le directeur de la bibliothèque, M. Théodore Ndiaye (A23), la climatisation centrale de la bibliothèque est en place depuis 1965 mais elle s'est brisée il y a environ un an. Il en coûterait 9 millions F FCA pour la réparer. Il y a aussi des hygrothermographes, également en panne à l'heure actuelle. Par conséquent, M. Ndiaye considère la réparation de la climatisation centrale comme sa principale priorité. Vient ensuite l'engagement d'un électricien d'entretien qui pourrait réparer les pannes mineures tellement susceptibles de ralentir les opérations.

La bibliothèque universitaire ne possède pas de service de microfilm. Une demande en ce sens présentée à l'Unesco il y a deux ans n'a pas abouti. Pour M. Ndiaye, la création de Presses universitaires figure aussi en tête de la liste des priorités, suivie de l'engagement d'un technicien en reprographie, qui serait chargé de faire fonctionner les photocopieurs, appareils et lecteurs de microfilm ainsi que le matériel de reproduction au stencil. Après avoir dressé cette longue liste de priorités, M. Ndiaye n'a laissé planer aucun doute sur l'importance que revêt à ses yeux la restauration du fonds de la bibliothèque. Il existe un petit atelier de reliure, et bien que je n'aie pu le constater moi-même, il semble qu'on y fasse de moins en moins de reliure. Il y a, de fait, un spécialiste dont la principale préoccupation est la conservation. Il s'agit du

bibliothécaire chargé de la collection de livres rares, qui supervise les travaux de l'atelier de reliure, décide quels livres y seront envoyés et, fait plus important encore, organise une campagne annuelle de désinfection et de fumigation dont le coût s'élève à 900 000 F FCA et qui entraîne la fermeture de la bibliothèque pendant quatre jours. On procède aussi à un dépoussiérage annuel, au coût de 300 000 F FCA, qui représente le seul cas où une institution prend des mesures pour combattre la présence de sable fin et de poussière. Il s'agit là bien sûr de mesures actives de conservation. M. Ndiaye appuie entièrement la mise sur pied d'un centre de formation et a précisé qu'il y enverrait des employés.

3.4.2.3. École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de Dakar (EBAD)

L'EBAD, qui a été fondée en 1967, à titre de projet conjoint du gouvernement de la République du Sénégal et l'Unesco, est un institut de l'université de Dakar. Son ancien directeur, M. A. Bouso, a décrit son objet et ses opérations dans un document publié il y a dix ans (15). De nos jours, l'EBAD compte douze professeurs à plein temps et 24 chargés de cours (dont M. Saliou Mbaye, directeur des Archives du Sénégal). Le directeur actuel de l'EBAD, M. Henri Sene, pense qu'un centre de formation de restaurateurs d'archives devrait être rattaché à l'EBAD et, donc, faire partie de l'université de Dakar. Il convient que les trois ou quatre Africains qui viendront au Canada pour étudier en vue de devenir professeurs au centre de formation devraient être diplômés de son école. Selon M. Sene, un groupe de professeurs formés au Canada devrait diriger le service de restauration des Archives du Sénégal et enseigner la restauration des archives à l'EBAD. Cette école donne un cours traitant certains aspects de la restauration. J'ai eu une conversation très utile avec M. A. Tendeng (A25) qui donne le cours sur la protection physique des documents. Bien que théorique, ce cours présente les exigences fondamentales des bâtiments d'archives, la nature des documents d'archives et de leur détérioration ainsi que des éléments de technique de restauration. Le cours aborde aussi le rôle de la micrographie dans les archives. Il va sans dire que M. Tendeng appuie la création d'un centre de formation de restaurateurs d'archives, qui relèverait de l'université de Dakar et serait rattaché à l'EBAD.

3.4.3. Données météorologiques sur Dakar

Le tableau 7 présente les températures absolues et moyennes, en degrés Celsius, sur une période de dix ans, à Dakar. Le tableau 8 donne les données correspondantes pour

l'humidité relative. Ces données ont été obtenues par l'entremise de M. Mansour Seck (A26) de la Météorologie nationale du Sénégal.

4. CONSULTATIONS EN FRANCE

L'objet des rencontres à Paris était d'obtenir l'avis de collègues aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale sur la proposition actuelle. J'ai d'abord rencontré MM. Pierre Durye (A28) et Gilbert Barbier (A29) aux Archives nationales de France. Les deux ont prêté une oreille attentive aux divers moyens envisagés pour établir un centre de formation de restaurateurs d'archives dans un pays francophone de l'Afrique occidentale. Conscients de la nécessité de restaurer les archives des pays africains et destinataires de nombreuses demandes les pressant d'accueillir des Africains comme apprentis dans leurs ateliers de restauration, ils ont convenu que l'établissement d'une école nationale dans un pays africain, dont l'envergure serait régionale ou internationale, constituerait, si elle réussissait, la solution la plus prometteuse aux problèmes urgents de restauration auxquels font face les archives et les bibliothèques nationales. L'atelier de restauration des Archives nationales de France engage des candidats qui ont étudié la reliure dans l'un des collèges techniques reconnus figurant sur la liste reproduite à l'annexe D et qui m'a été transmise par M. Barbier. Les candidats doivent connaître la nature et les principes de la détérioration du papier, du parchemin et du cuir (pour la reliure) et connaître les rudiments des techniques de l'enluminure. L'accord est unanime quant au fait que des stages de trois à six mois dans des institutions européennes ou nord-américaines ne sont que des solutions de pis-aller et ne règlent pas les problèmes à long terme de restauration qui assaillent les pays africains actuellement. Même si MM. Durye et Barbier croient qu'ils ne pourraient pas accepter trois ou quatre Africains pendant trois ans dans leur atelier de restauration, ils sont d'accord avec le principe général et croient possible que les étudiants africains passent de trois à six mois aux services de restauration des Archives nationales, après leur séjour au Canada.

M. Barbier a eu la gentillesse de me guider dans les ateliers de restauration des Archives nationales. Ces ateliers sont bien pourvus en matériel et en personnel. J'ai été impressionné par l'ampleur de l'équipement de refroidissement (procédé de fibre de papier ou procédé de pulpe de papier ou encore colmatage à la fibre de papier) ainsi que par l'ampleur de l'emploi de cette technique. Ce procédé de réparation n'est pas pratiqué aux Archives publiques du Canada. Il devrait pourtant faire partie du programme des étudiants africains et pourrait être enseigné aux futurs professeurs pendant leur séjour en France.

M. Jean Favier (A27), directeur général des Archives de France et directeur des Archives nationales, a formulé des remarques constructives et d'autant plus utiles qu'il connaît très bien la communauté archivistique des pays francophones de l'Afrique occidentale. Il importe également de souligner qu'il a consenti à accepter que trois ou quatre Africains fassent un stage de trois à six mois aux Archives nationales, après leur formation au Canada. M. Favier a souligné un danger possible en demandant ce qui arriverait du centre de formation proposé lorsque suffisamment de restaurateurs auront été formés. Se pourrait-il, dans une vingtaine d'années, qu'aucun pays n'envoie plus d'étudiants à l'école? Ajoutant qu'il n'a jamais vu une telle école fermer ses portes, il pouvait néanmoins prévoir un problème si jamais une telle situation se produisait. Il ne

semble pas y avoir de baisse de la demande à l'EBAD, après 15 ans de fonctionnement, puisque cette école compte actuellement plus de 200 étudiants inscrits en première et en deuxième années. Le centre de formation des restaurateurs proposé n'accorderait de diplôme qu'à un maximum de dix étudiants par année. Si la demande venait à diminuer au point où il deviendrait inutile de poursuivre les cours, il faudrait effectivement fermer l'école. Il semble davantage probable cependant que l'école puisse élargir son programme et enseigner les techniques de microfilmage et d'autres services techniques aux archives et aux bibliothèques qui sont en pleine expansion et qui trouveront de nouveaux débouchés dans les décennies qui viennent. On peut songer par exemple aux techniques du vidéodisque et à l'informatique, pour ne nommer que celles-là. Mais M. Favier a soulevé un point important dont il faut tenir compte et bien se souvenir.

À la Bibliothèque nationale de France, j'ai discuté avec M^{me} Thérèse Kleindienst (A30) et avec M. Albert Labarre (A31). M^{me} Kleindienst appuie le projet de création d'une école de formation, la restauration du fonds de la Bibliothèque nationale comptant parmi les premiers soucis de la haute direction. Les services de restauration de la Bibliothèque nationale sont considérables, puisqu'ils occupent environ 80 personnes. Mes deux interlocuteurs sont d'accord pour accueillir trois ou quatre Africains en stage pendant quelques mois après leur séjour au Canada. M. Labarre m'a fait visiter les excellents ateliers de restauration de la Bibliothèque nationale.

Profitant de ma visite aux Archives nationales, j'ai rencontré M. Charles Kecskeméti (A32) pour l'informer du projet. À titre de Secrétaire exécutif du Conseil international des archives (CIA), il est très conscient de la nécessité de disposer de personnel compétent en restauration dans les archives et les bibliothèques africaines. Il appuie entièrement les plans actuels. Il a aussi offert son aide et demandé de le tenir au courant de l'évolution du dossier.

J'ai également visité deux collègues, M^{me} Françoise Flieder (A33) et M. Frantz Schmitt (A34). M^{me} Flieder est conseillère scientifique aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale. Le personnel de son laboratoire a rédigé et publié d'importants travaux de recherche sur la stabilité et la préservation des documents dans les archives et les bibliothèques au cours des vingt dernières années. Ses recherches s'orientent notamment vers les propriétés et la préservation des documents sur papier, y compris les méthodes de désacidification, les propriétés des encres, les méthodes de fumigation, la stabilité du cuir et la préservation des documents photographiques. C'est à sa suggestion que les laboratoires de restauration des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale de France utilisent une solution contenant 1 % de borax pour la désacidification. Elle m'a fait entrer en communication avec M. Claude Goulard des Services micrographiques du Centre de documentation scientifique et technique (qui fait partie du Centre national de la recherche scientifique, CNRS) où un Sénégalais diplômé de l'IFAN, M. Alassane Diop, a séjourné pendant deux ans pour étudier la reprographie dans ses laboratoires. M. Frantz Schmitt dirige à Bois d'Arcy, dans les environs de Paris, l'une des archives cinématographiques les plus

importantes au monde. En plus de visiter ses laboratoires et ses salles d'entreposage modèles, je voulais me renseigner sur les travaux d'un cinéaste français qui, dans les années 50 et 60, a réalisé des documentaires importants sur la vie et la culture des peuples du Niger et qui intéressent vivement les autorités nigériennes à l'heure actuelle. Des copies de ces films se trouvent dans les archives de Bois d'Arcy et mes recherches ont abouti à une longue conversation téléphonique avec le réalisateur, M. Jean Rouch.

Aux bureaux de l'Unesco à Paris, j'ai discuté avec M. Frank Evans (A35) et M^{me} Susan Mahin (A36) et conversé brièvement avec M. A. Bousso, l'un des instigateurs de l'EBAD, M^{me} F. Gallo des Programmes d'information générale ainsi que M^{me} Mireille Moreau du Service de documentation de ce programme.

J'ai été particulièrement intéressé par les divers projets de l'Unesco reliés à la proposition actuelle, à savoir un centre de formation technique en restauration des archives et en reprographie au Soudan (10), un centre régional de démonstration et de formation en Argentine (11) et un projet de préservation des archives au Népal (12). Dans tous les cas, des experts techniques se sont rendus dans les pays en question pour y effectuer des missions d'une durée respective de deux semaines, quatre semaines et 18 mois. M. Evans a convenu que l'existence d'un personnel enseignant compétent est la condition primordiale du succès de tout centre de formation technique et a souligné que l'Unesco pourrait contribuer financièrement au projet actuel par l'entremise de son programme de participation, aux termes duquel des experts pourraient être envoyés en Afrique pour de courtes missions. De plus, des bourses d'études pourraient être accordées aux Africains qui iront étudier à l'étranger. M^{me} Mahin a elle-même travaillé à un projet étroitement relié au projet actuel du CRDI, soit un centre régional de formation de techniciens en reprographie et en restauration dans un pays francophone de l'Afrique occidentale (22). Dans le cadre de ce projet, divers experts iraient en Afrique pour y former les Africains. Le centre de formation serait rattaché aux Archives nationales du pays hôte. Le coût global du projet, de 1982 à 1984, est estimé à environ 770 000 \$ E.-U. environ. Dans un télex adressé à M. Woolston après mon retour au Canada, M^{me} Mahin a confirmé son opinion que des experts devraient être envoyés en Afrique au lieu d'envoyer des Africains à l'étranger. Cette solution serait plus économique et donnerait de meilleurs résultats. Les remarques et l'expérience de M. Evans à l'Unesco ont été des plus utiles dans l'élaboration des propositions contenues dans le présent rapport.

5. CONCLUSION

Il ne fait aucun doute qu'il existe un besoin énorme de service compétent de conservation et de restauration dans les archives et les bibliothèques des pays d'Afrique occidentale et équatoriale. Les documents sur papier ont souffert des variations de température et d'humidité relative, des insectes, de la présence de poussière et de sable causant de l'abrasion, ainsi que du manque de soin des usagers. La vaste majorité des bibliothécaires et des archivistes consultés sont tout à fait conscients de la situation et appuient donc tout effort qui se soldera par l'embauche

chez eux de restaurateurs des documents compétents. Les services de restauration mettront l'accent sur les techniques de reliure, le refibrage et les techniques de reprisage, les traitements de désacidification et la fumigation. Même si aucun consensus ne se dégage quant aux détails de la proposition décrite dans ces pages, tous sont d'avis que les experts en restauration font grandement défaut. L'article de M. Mbaye dans la Gazette des Archives (9), le rapport du même auteur sur le besoin de services de restauration dans les archives des pays du Tiers-Monde (14) et les rapports annuels des Archives nationales du Congo (6) et du Sénégal (19, 20) indiquent clairement le degré de sensibilisation à ce besoin.

S'il réussissait, le centre de formation des restaurateurs de documents proposé rendrait superflus les nombreux stages de trois à six mois que les Africains francophones doivent effectuer en Europe et en Amérique du Nord. Il constituerait un encouragement de taille concernant tous les aspects des archives et leur évolution en Afrique. L'Unesco, si elle peut être convaincue qu'il existe sur place des restaurateurs de documents compétents, sera probablement plus encline à accorder des crédits pour l'achat d'équipement de restauration destiné aux archives africaines. Les nouvelles sont encourageantes pour ce qui est de la construction de nouveaux bâtiments. En effet, on construira une nouvelle bibliothèque universitaire à Brazzaville et des archives à Yamoussoukro. L'existence d'une école de formation de restaurateurs de documents sensibilisera davantage les gouvernements et les incitera à fournir des bâtiments où les fonds seront bien entreposés, c'est-à-dire où ils seront protégés de la poussière et des insectes et où la température et l'humidité relative seront gardées à des niveaux raisonnables et constants. La pratique qui consiste à retourner des documents de valeur, restaurés avec soin par des restaurateurs talentueux, dans des entrepôts où la température n'est pas contrôlée est dénoncée de plus en plus. Il existe de nombreux ouvrages que l'on peut consulter au moment de planifier la construction d'un bâtiment devant contenir des archives (21, 22). L'école proposée aura un programme axé sur les besoins particuliers des archives dans les pays tropicaux. Bien que le programme pour les Africains qui deviendront professeurs à leur retour en Afrique, n'ait pas encore été mis au point, l'excellente étude de M. Crespo (11) devrait s'avérer très utile, tout comme les ouvrages pertinents de Perotin (16), Davies (17), Plumbe (18) ainsi que le programme de formation interne des Archives publiques du Canada (13). Tous ces documents seront consultés.

Il reste une importante question, celle du choix de l'endroit où le centre sera établi. Dans la majorité des propositions et des discussions, il semble que Dakar soit la ville souhaitée par la plupart des intéressés. Même si les Archives nationales de Côte d'Ivoire auront probablement un nouveau bâtiment sous peu et même si elles accueillent chaque année des stagiaires nouvellement diplômés de l'EBAD, M. Tchriffo a semblé indiquer que l'institution qu'il dirige n'a ni le mandat ni les installations requises pour former des restaurateurs de documents. Puisque la majorité des demandes de subvention à l'appui des restaurateurs d'archives émanent de Dakar, le choix de cette ville pour l'établissement d'un centre de formation ne susciterait probablement aucune controverse. Dakar aurait l'avantage de rendre accessible les riches collections des Archives du

Sénégal, de se trouver à proximité de l'université de Dakar et de permettre un lien avec l'EBAD. Le centre de formation pourrait donc faire partie de l'université de Dakar ou des Archives du Sénégal.

De l'avis des observateurs, l'école proposée devrait idéalement être créée à l'université de Dakar. La présence de l'EBAD et le soutien de son personnel sont jugés nécessaires pour assurer le démarrage du projet sur le bon pied, pour le guider dans la difficile période initiale et pour garantir efficacement son bon fonctionnement par la suite. Puisque l'EBAD dispose de ses propres installations, l'école de restauration d'archives à vocation régionale devrait, elle aussi, avoir son propre bâtiment, qui abriterait des ateliers de restauration munis de l'équipement technique voulu ainsi que des salles de classe. L'association de l'école à l'université serait avantageuse pour une autre raison importante, à savoir qu'elle permettrait aux personnes y ayant été formées de se faire admettre, au titre mérité, au sein de la communauté des archivistes et d'élargir leurs possibilités d'emploi.

La proposition voulant que le cours proposé soit donné à l'université de Dakar n'exclut pas la participation des Archives du Sénégal. Bien au contraire, le cours exigera la collaboration étroite des Archives du Sénégal, le soutien de son directeur et ses importantes collections. Le directeur des Archives du Sénégal a été le principal instigateur des nombreux efforts déployés pour créer des services de restauration compétents à Dakar. Sa vaste expérience d'archiviste de même que sa réputation au sein de la communauté archivistique contribueront sans conteste au succès de l'école proposée. Sans doute acceptera-t-il de diriger un comité consultatif relatif au cours et de participer activement à l'élaboration du programme du cours. Il est recommandé de favoriser une collaboration si étroite entre l'EBAD et les Archives du Sénégal que le projet deviendra presque une entreprise commune des deux institutions.

Il est souhaitable qu'une seule organisation commande tout l'équipement technique et finance son achat pour faire en sorte que tous les appareils soient de même qualité et compatibles. Cet équipement devrait être acheté de sociétés solides et de bonne réputation qui assureront le service et le remplacement des pièces. Il conviendrait sans doute de l'acheter en France et de l'installer dans les nouveaux bâtiments de l'université de Dakar. L'équipement servira surtout à l'enseignement et à la démonstration des techniques de restauration et de conservation de documents. On prévoit aussi l'utiliser pour restaurer les collections des Archives du Sénégal durant les congés universitaires et ainsi fournir une aide immédiate aux Archives du Sénégal pour la restauration de ses documents les plus mal en point.

BIBLIOGRAPHIE

1. LAMBERT, Anne M.
La conservation dans les musées canadiens: Objectifs pour les années 1980 (Document de travail réalisé pour le compte des Programmes d'appui aux musées des Musées nationaux du Canada).
Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1980, p. 1-67.
2. MBAYE, Saliou
Requête des Archives du Sénégal.
Dakar, Direction des Archives du Sénégal, 2 septembre 1980, 17 p.
3. MBAYE, Saliou
Demande de subvention.
In: Application to the International Archival Development Fund: Setting up a restoration workshop for the archives of Senegal. Fund Dossier CAD/80/15. p. 1, 3-4. Oslo, Comité pour le développement des Archives, Conseil international des archives, 3 septembre 1981, (CAD//81/9).
4. FALL, Aliou
Équipement et assistance au profit des Archives du Sénégal.
Dakar, Ministère du Plan et de la Coopération, Sénégal, 22 septembre 1981, 2 p.
5. WOOLSTON, John E.
Lettre à M. W.I. Smith, Archiviste fédéral, APC.
Ottawa, CRDI, le 23 novembre 1982, 3 p.
6. NZINO, Edouard
Rapport annuel 1982.
Brazzaville, République Populaire du Congo, Services des Archives Nationales, 1982, 28 p.
7. TCHRIFFO, Dominique
Les Archives Nationales, instrument de travail au service de l'administration et de la planification. Fraternité Hebdo (Abidjan, Côte d'Ivoire), 24^e année, n° 1218, 3 septembre 1982, p. 8-13.
8. RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE,
MINISTÈRE DE TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME
Le Climat de la Côte d'Ivoire. Abidjan, ASECNA, Service météorologique, 1979, 86 p.

9. MBAYE, Saliou
Problèmes spécifiques aux Archives en Afrique.
La Gazette des archives (Paris), 1^{er} trimestre, n° 116, 6 août 1982,
p. 20-29.
10. ROPER, Michael
Establishment of a Technical Training Centre in Archival Restoration
and Reprography. Paris, Unesco, 1980, 31 p.
(RP/1979-80/5/10.1/03/FMR/PGI/80/160 (ROPER))
11. CRESPO, Carmen
Development of a Regional Demonstration and Training Centre at the
School for Archivists, University of Cordoba. Paris, Unesco, 1981,
28 p.
(RP/1979-80/5/10.1/03/FMR/PGI/81/116E)
12. DEWARAJA, A.
Archives Preservation. Project Findings and Recommendations (Nepal).
Paris, Unesco, 1978, 34 p.
(UNDP/NEP/70/009/FMR/PGI/78/232 (UNDP))
13. CANADA. ARCHIVES PUBLIQUES. SERVICES TECHNIQUES.
Programme de formation - Conservation des documents. Ottawa, APC,
October 1982, 30 p.
14. MBAYE, Saliou
Rapport sur les besoins du tiers-monde dans le domaine de la restau-
ration des archives. Brême, Conseil international des archives,
Comité de la conservation et de la restauration, 31 mai - 1^{er} juin
1979, 6 p.
15. BUSSO, Amadou
Ecole de bibliothécaires, archivistes et documentalistes de
l'université de Dakar. Unesco bulletin for libraries (Paris), Vol.
XXVII, n° 2, mars-avril 1973, p. 72-77, 107.
16. PEROTIN, Yves
A Manual of Tropical Archivology. Paris, Mouton and Co., 1966,
149 p.
17. DAVIES, John
A study of the basic standards and methods in preservation and resto-
ration workshops applicable to developing countries. Bruxelles,
Unesco, 1973, 89 p.

18. PLUMBE, Wilfred J.
The Preservation of Books in Tropical & Subtropical Countries.
London, Oxford University Press, 1964, 72 p.
19. MBAYE, Saliou
Rapport annuel 1981. Dakar, Direction des Archives du Sénégal.
1981, 75 p.
20. MBAYE, Saliou
Rapport annuel 1982. Dakar, Direction des Archives du Sénégal,
1982, 89 p. + 3 Annexes.
21. BELL, L.; FAYE, B.
La conception des bâtiments d'archives en pays tropical. Paris,
Unesco, 1979, 190 p. (Documentation, bibliothèques et archives:
études et recherches, 9).
22. DUCHEIN, Michel
Les Bâtiments et Équipements d'Archives. Paris, Unesco, 1966, 312 p.
23. MAHIN, Susan A.
Centre régional de formation de techniciens de la reprographie et de
la restauration des documents d'archives et de bibliothèques: Afrique
francophone. Paris, Unesco, 1980, 5 p.

ANNEXE A

NOMS ET ADRESSES

1. M. Mahaman E. Sade
Chef du Service des archives nationales
B.P.S. 550 (Boîte postale service)
B.P.P. 10 639 (Boîte postale privée)
NIAMEY
République du Niger
Tél.: Bureau 72-26-82
Domicile 72-36-54

2. M. Hamidou A. Sidikou
Directeur
Institut de recherches sur les sciences humaines (IRSH)
Université de Niamey
B.P.S. 318
B.P.P. 12 022
NIAMEY
République du Niger
Tél.: 73-46-03

3. M. Mano Couliadiati
Bibliothécaire en chef
Bibliothèque de l'université
Université de Niamey
B.P. 10896
NIAMEY
République du Niger
Tél.: 73-27-13/14/15

4. M. Mohamed Boulama
Directeur de la météorologie
Météorologie nationale
Ministère de Transport
B.P. 218
NIAMEY
République du Niger
Tél.: 73-21-60

NOMS ET ADRESSES

5. M. Jean-Pierre Bitoumbou
Directeur des services de bibliothèques,
d'archives et de documentation
B.P. 1489
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-12-87
81-08-53

6. M. Edouard Nzino
Chef de Service des archives nationales
B.P. 1489
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-34-85

7. M. Antoine Moulié
Chef de service
Bibliothèque nationale populaire du Congo
B.P. 1489
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-08-53

8. M. Joseph Mabika
Chef de service du Centre national de documentation
B.P. 1489
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-08-53

9. M. Romain Pindou
Centre national de documentation
B.P. 1489
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-08-53

NOMS ET ADRESSES

10. M. Bruno Wambi
Conservateur
Bibliothèque universitaire de Brazzaville
Université Marien Ngouabi
B.P. 2025
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-14-30

11. M. François Wellot-Samba
Conservateur
Directeur des bibliothèques de l'université
Marien Ngouabi
Université Marien Ngouabi
B.P. 822
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-14-30

12. M. Gabriel Mankedi
Directeur du Service météo
ANAC (Agence nationale de l'aviation civile)
B.P. 208
BRAZZAVILLE
République populaire du Congo
Tél.: 81-07-55 B
81-31-45 D

13. M. Dominique Tchiriffo
Directeur des Archives nationales de Côte d'Ivoire
B.P. V126
ABIDJAN
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 32-41-58
32-74-20

NOMS ET ADRESSES

14. M. Seydou Gueye
Directeur de la Bibliothèque nationale
B.P. V 180
ABIDJAN
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 32-38-72

15. Mme Françoise N'Goran
Conservateur
Directrice Bibliothèque universitaire
Université d'Abidjan
08 B.P. 859
ABIDJAN 08
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 43-90-00, poste 3393

16. M. Bernard Césari
Directeur
Centre universitaire d'information et de programmation
Conseiller technique auprès du recteur
Université d'Abidjan
ABIDJAN 08
République de Côte d'Ivoire

17. M. Souleymane Keita
Professeur
Ecole régionale de Treichville
Boulevard Mamadou Konate
ABIDJAN - TREICHVILLE
République de Côte d'Ivoire

18. M. Pierre Gautier
Directeur régional de l'enseignement
B.P. V 45
ABIDJAN
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 22-85-96

NOMS ET ADRESSES

19. Mme Rosette Allé
Inspecteur de l'enseignement primaire
ABIDJAN - TREICHVILLE
05 B.P. 1224
ABIDJAN 05
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 32-15-61

20. M. A.S. Cissoko
Ingénieur de la météorologie
ANAM (Agence nationale des aérodrômes et de la météorologie)
15 B.P. 990
ABIDJAN 15
République de Côte d'Ivoire
Tél.: 36-71-71, poste 724/741

21. M. Saliou Mbaye
Directeur des Archives du Sénégal
Immeuble administratif
Avenue Roume
DAKAR
République du Sénégal
Tél.: 21-50-72

22. M. Amar Samb
Directeur de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)
Université de Dakar
B.P. 206
DAKAR
République du Sénégal
Tél.: 21-16-52

23. M. Théodore Ndiaye
Directeur de la bibliothèque de l'université de Dakar
Université de Dakar
B.P. 2006
DAKAR
République du Sénégal
Tél.: 23-02-79

NOMS ET ADRESSES

24. M. Henri Sène
Directeur, EBAD (École de bibliothécaires, archivistes et
documentalistes)
Université de Dakar
B.P. 3252
DAKAR
République du Sénégal
Tél.: 23-07-39
23-05-42
25. M. A. Tendeng
Professeur, EBAD
Université de Dakar
B.P. 3252
DAKAR
République du Sénégal
26. M. Mansour Seck
Directeur de la Météorologie nationale
Bureau à l'Aéroport Dakar
DAKAR-YOFF
République du Sénégal
Tél.: 20-08-51
27. M. Jean Favier
Directeur général des Archives de France
60, rue des Francs-Bourgeois
75 003 PARIS
FRANCE
Tél.: 277-1130
28. M. Pierre Durye
Conservateur en Chef aux Archives nationales
Archives nationales
60, rue des Francs-Bourgeois
75 003 PARIS
FRANCE
Tél.: 277-1130, poste 210

NOMS ET ADRESSES

29. M. Gilbert Barbier
Chef des Ateliers de restauration des Archives de France
Archives nationales
60, rue des Francs-Bourgeois
75 003 PARIS
FRANCE
Tél.: 277-1130
30. Mme Thérèse Kleindienst
Secrétaire général
Bibliothèque nationale
58, rue de Richelieu
75 084 PARIS
FRANCE
Tél.: 266-6262
31. M. Albert Labarre
Conservateur en Chef du Service de la conservation et de la
restauration
Bibliothèque nationale
58, rue de Richelieu
75 084 PARIS
FRANCE
Tél.: 266-6262
32. M. Charles Kecskeméti
Secrétaire exécutif
Conseil international des archives
60, rue des Francs-Bourgeois
75 003 PARIS
FRANCE
Tél.: 277-1130
33. Mme Françoise Flieder
Directeur de recherche au CNRS
Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques
36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire
75 005 PARIS
FRANCE
Tél.: 587-0612

NOMS ET ADRESSES

34. M. Frantz Schmitt
Conservateur
Chef du Service des archives du film
Centre national de la cinématographie
7 Bis, rue Alexandre Turpault
78 390 BOIS D'ARCY
FRANCE
Tél.: 460-2050
460-2879
35. M. Frank B. Evans
Programme Specialist
Division of the General Information Programme
Unesco
7, place de Fontenoy
75 700 PARIS
FRANCE
Tél.: 577-1610, poste 4660
36. Mme Susan A. Mahin
General Information Programme
Unesco
7, place de Fontenoy
75 700 PARIS
FRANCE
Tél.: 577-1610

ANNEXE B

LISTE DES SIGLES (EN ORDRE ALPHABETIQUE)

ACDI

Agence canadienne pour le développement international

AEF

Afrique équatoriale française

ANAC

Agence nationale de l'aviation civile

ANAM

Agence nationale des aérodrômes et de la météorologie
(Côte d'Ivoire)

AOF

Afrique occidentale française

APC

Archives publiques Canada

ASECNA

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à
Madagascar

AUPELF

Association des universités partiellement ou entièrement de la langue
française (Université de Montréal)

CELHTO

Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orales

LISTE DES SIGLES

CIA

Conseil international des archives

CRDS

Centre de recherches et de documentation du Sénégal

EBAD

École de bibliothécaires, archivistes et de documentalistes de Dakar.

GRT0

Groupe de recherche sur la tradition orale
(à l'Université d'Abidjan)

IFAN

Institut français de l'Afrique noire (1938-1972)
Institut fondamental de l'Afrique noire (since 1972)

OUA

Organisation de l'unité africaine (Dares Salam)

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

Unesco

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

WARBICA

West African Regional Branch of the International Council on Archives
Branche Régionale ouest-africaine du Conseil international des archives

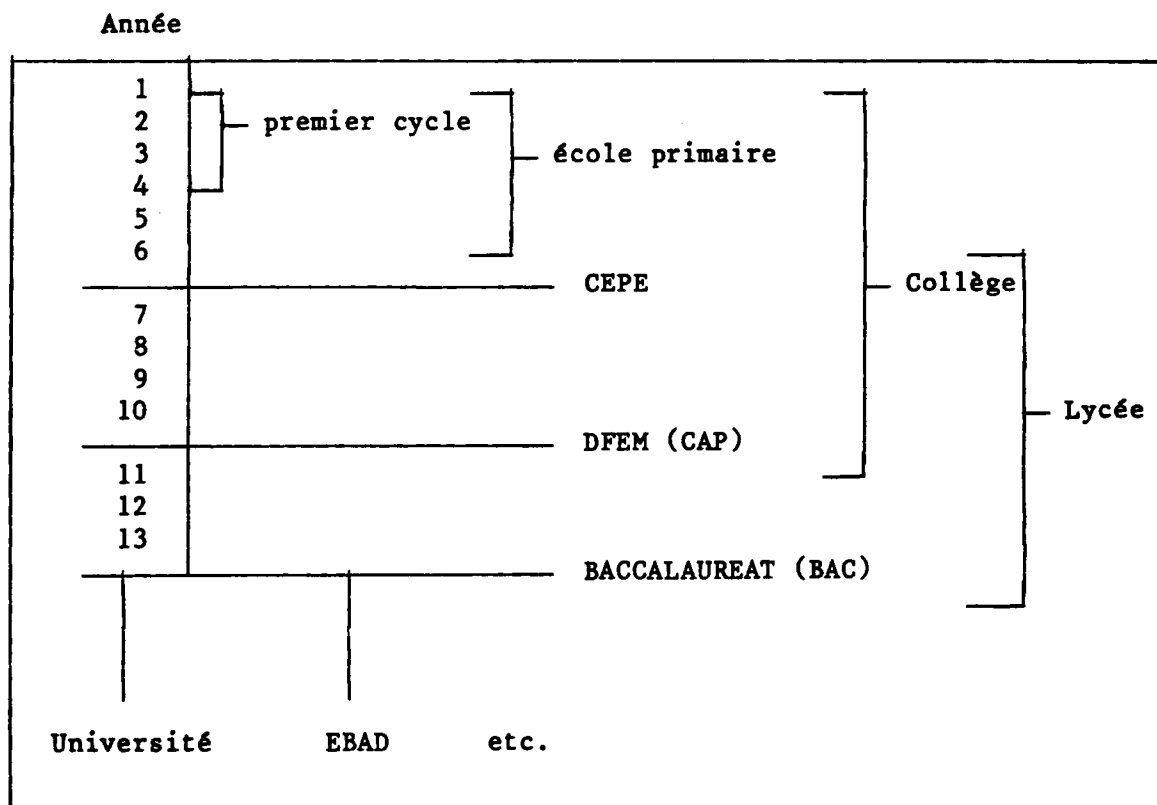
ANNEXE C

L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE

Il commence à l'âge de six ans. Les quatre premières années de l'école primaire constituent le premier cycle. A la fin du cours primaire, soit après la sixième année, les élèves reçoivent un Certificat d'études primaires élémentaires, CEPE, diplôme également appelé "Certificat d'études de premier degré".

Cet enseignement est suivi de sept années d'études dans un lycée.

- i) A la fin des (4) quatre premières années, un diplôme de fin d'études moyennes, DFEM, est décerné. Ce diplôme est également connu sous le nom de "Certificat d'aptitude professionnelle, CAP", ou "Brevet d'études de premier cycle, BEPC". C'est la fin du cours collégial.
- ii) Trois (3) années supplémentaires au lycée mène au baccalauréat, en abbréviation bac. C'est la fin des études au lycée. Les étudiants peuvent alors s'inscrire à l'université ou dans d'autres établissements d'enseignement, tel l'EBAD.



ANNEXE D

QUELQUES ÉCOLES FRANÇAISES ENSEIGNANT LA RELIURE

1. Lycée technique Estienne
18, boulevard Auguste Blanque
75 103 PARIS
FRANCE
Tél.: 570-9619

Responsable de la reliure: M. Constantin

2. Collège d'enseignement technique mixte (Rouelle)
170, rue de Tolbiac
75 103 PARIS
FRANCE
Tél.: 589-3856
589-0306

3. Collège technique rue Madame
19, rue Madame
75 006 PARIS
FRANCE
Tél.: 598-3185

Pour renseignements: Mlle Barras; M. Fournier

4. Collège d'enseignement technique de Lisieux
4, rue du Moulin-à-Tan
14 100 LISIEUX
Dept. Calvados
FRANCE
Tél.: (16) 31-62-1718

5. École privée :

Union centrale des arts décoratifs
6, rue Beethoven
PARIS
FRANCE
Tél.: 520-5405

QUELQUES ÉCOLES FRANÇAISES ENSEIGNANT LA RELIURE

6. Formation universitaire en conservation:

Université de Paris I (Sorbonne)
Maîtrise de science et technique de restauration
et conservation des oeuvres d'art
1, rue Michelet
PARIS
FRANCE

Responsable du cours de 4 ans: M. Sodini

Deux premières années:

Cycle préparatoire : histoire de l'art;
ou : cycle de sciences.

Le baccalauréat est nécessaire, ensuite on peut entrer en maîtrise:

1. Technologie des matériaux
 2. Année des stages
- Ici la spécialisation en:
oeuvres d'art; ou:
archéologie et ethnographie

7. L'Institut Français de restauration des oeuvres d'art

I.F.R.O.A.
42, avenue de Gobelins
PARIS
FRANCE
Tél.: 337-9337
336-6760

Le baccalauréat n'est pas nécessaire

Le directeur est M. Coural

Nombre maximum d'élèves: $4 \times 4 = 16$

Il y a 4 sections de 4 ans durée chacune:

1. peinture
2. oeuvre d'art sur papier
3. ébénisterie
4. céramique

